

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**CCAP N°AOO- 25023**

**FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**MARCHE DE FOURNITURE,  
INSTALLATION ET MAINTENANCE  
DES SYSTEMES DE SURETE (CONTROLE  
D'ACCES, INTRUSION, INTERPHONIE ET  
VIDEOSURVEILLANCE)**

**(CHU DE NANTES : SITES DE SAINT JACQUES ET DES HOPITAUX PERIPHERIQUES)**

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES

IMMEUBLE DEURBROUCQ - 5, ALLEE GLORINETTE

44093 – NANTES CEDEX

## TABLE DES MATIERES

<b>1.</b>	<b>PREAMBULE - PRESENTATION DU GHT 44</b>	<b>3</b>
<b>2.</b>	<b>OBJET DU MARCHE</b>	<b>4</b>
<b>3.</b>	<b>DUREE DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>4</b>
<b>4.</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>4</b>
4.1.	LIEUX D'EXECUTION	4
4.2.	CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	5
<b>5.</b>	<b>ALLOTISSEMENT</b>	<b>5</b>
<b>6.</b>	<b>FORME DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>5</b>
<b>7.</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>5</b>
<b>8.</b>	<b>ENGAGEMENT DU TITULAIRE</b>	<b>6</b>
<b>9.</b>	<b>SECURITE DES PERSONNES</b>	<b>6</b>
<b>10.</b>	<b>HORAIRES ET DELAIS D'EXECUTION</b>	<b>7</b>
<b>11.</b>	<b>GARANTIE</b>	<b>7</b>
<b>12.</b>	<b>SUSPENSION</b>	<b>7</b>
<b>13.</b>	<b>SOUS-TRAITANCE</b>	<b>7</b>
<b>14.</b>	<b>PHASE DE TRANSITION DU MARCHE EN CAS DE CHANGEMENT DE TITULAIRE</b>	<b>8</b>
<b>15.</b>	<b>PROCEDURE DE CONTRÔLE ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
<b>16.</b>	<b>ASSURANCE</b>	<b>9</b>
<b>17.</b>	<b>MODALITES DE DETERMINATION ET REVISION DES PRIX</b>	<b>9</b>
17.1.	PRIX DE REFERENCE ET PRIX DE REGLEMENT	9
17.2.	REVISION DES PRIX	9
<b>18.</b>	<b>PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS</b>	<b>11</b>
<b>19.</b>	<b>AVANCE</b>	<b>11</b>
<b>20.</b>	<b>CAUTIONNEMENT</b>	<b>11</b>
<b>21.</b>	<b>FACTURATION</b>	<b>11</b>
21.1.	CONTENU DES FACTURES	11
21.2.	TRANSMISSION DES FACTURES AU FORMAT ELECTRONIQUE	12
21.3.	MODE DE REGLEMENT, DELAI DE PAIEMENT	13
<b>22.</b>	<b>PENALITES</b>	<b>13</b>
22.1.	MAINTENANCE PREVENTIVE SYSTEMATIQUE	13
22.2.	MAINTENANCE CORRECTIVE	13
22.3.	FOURNITURES	14
22.4.	RAPPORTS ELECTRONIQUES, COMPTES RENDUS ET CAHIER D'ENTRETIEN	14
22.5.	DEVIS	14
22.6.	DELAIS DE LIVRAISON DES INSTALLATIONS	15
<b>23.</b>	<b>RESILIATION ET EXECUTION DU MARCHE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE</b>	<b>15</b>
<b>24.</b>	<b>CLAUDE DE REEXAMEN</b>	<b>15</b>
<b>25.</b>	<b>LITIGES ET LANGUES</b>	<b>16</b>
<b>26.</b>	<b>DEROGATIONS AU C.C.A.G. F.C.S.</b>	<b>16</b>

## 1. PREAMBULE - PRESENTATION DU GHT 44

### **LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :**

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1<sup>er</sup> juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

**Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants :** CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes**, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la **responsabilité de la fonction achat**. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (CH Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

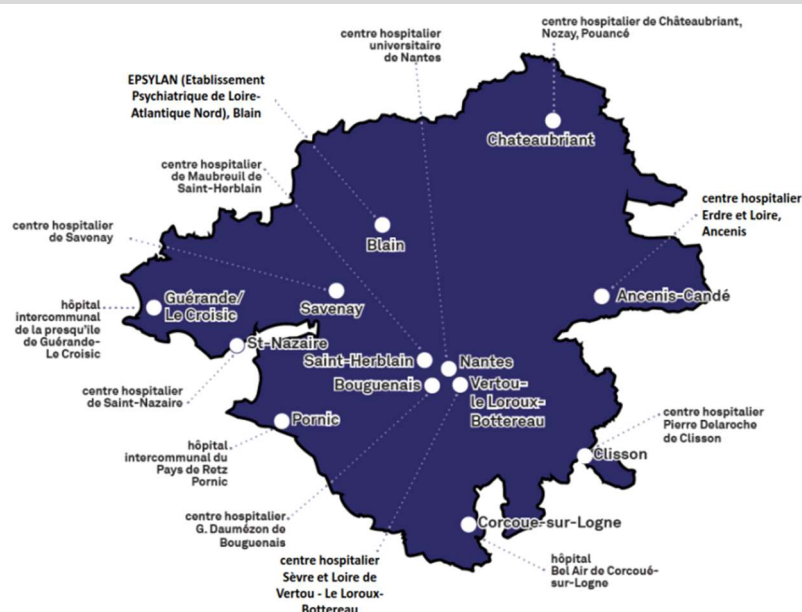
### **Répartition des compétences :**

**En phase de passation du marché public**, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

### **En phase d'exécution du marché :**

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;

- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



## **2. OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet l'installation et la fourniture de matériels permettant l'extension ainsi que la maintenance des systèmes de contrôle d'accès, vidéosurveillance et d'interphonie déjà en place sur le CHU de Nantes pour les sites suivants :

- Hôpital Saint-Jacques (SJ)
- Hôpitaux Périphériques (HP) : La Seilleraye, Beausejour, Bellier
- Structures Externes (SE)

Les adresses des installations à maintenir seront transmises par le CHU de Nantes lors de la réunion de cadrage de début de marché.

Le détail des prestations de maintenance à exécuter est précisé dans le CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.

## **3. DUREE DU MARCHE PUBLIC**

Le marché est conclu pour une période initiale allant du 1<sup>er</sup> juillet 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure, jusqu'au 31/12/2026.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, le marché pourra être reconduit tacitement deux fois pour une nouvelle période d'un an.,

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2029, le marché pourra être reconduit tacitement pour une troisième fois pour une période de 6 mois

La durée totale dudit marché ne pourra excéder 4 ans, période(s) de reconduction éventuelle comprise(s).

En cas de décision de ne pas reconduire le marché, le CHU de Nantes se prononcera par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard deux (2) mois avant l'échéance annuelle du marché.

En cas de changement de titulaire lors de la relance du présent marché, le titulaire en place s'engage à poursuivre la prestation pendant la phase transitoire de mise en place par le nouveau fournisseur dans les conditions prévues à l'article 14 du CCAP ci-dessous.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

## **4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **4.1. Lieux d'exécution**

Les prestations seront exécutées conformément aux exigences décrites le CTP.

Dès notification du marché, une réunion de cadrage sera organisée par le CHU de Nantes.

## 4.2. Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés au titulaire au fur et à mesure des besoins du CHU de Nantes.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Seuls les bons de commande signés par une personne habilitée à engager le CHU de Nantes pourront être honorés par le titulaire.

## 5. ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

## 6. FORME DU MARCHÉ PUBLIC

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions de **l'article R.2162-2 alinéa 2 et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique**. L'accord-cadre est conclu avec un seul opérateur économique sans minimum et avec un maximum en valeur de 1 360 000€ HT (sur la durée totale du marché, périodes de reconduction incluses).

Les inventaires des installations sont susceptibles d'évoluer pendant la durée du marché public.

## 7. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces contractuelles du marché public sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, le Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n° AOO- 25023, et son annexe 1 (ANNEXE 1 - Livraison-Facturation) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP n° AOO- 25023) ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, arrêté du 30 mars 2021 – JORF du 1<sup>er</sup> avril 2021.
- l'offre technique du titulaire du marché.

Toute clause portée par le titulaire sur les documents annexés à **l'acte d'engagement notamment les conditions générales de vente** qui serait contradictoire aux dispositions des autres documents contractuels est inopposable au pouvoir adjudicateur.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et du Bordereau des Prix Unitaires, ainsi que tous documents nouveaux ou modifiés par rapport au dossier de consultation.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification de l'accord-cadre ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

## **8. ENGAGEMENT DU TITULAIRE**

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations de maintenance, objet du présent marché, sans dépasser les périodicités maximales exigées dans chaque CCTP.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations de maintenance, objet du présent marché, sur les installations décrites dans les CCTP, dans l'état dans lequel elles se trouvent lors de la notification du marché. Le CHU de Nantes ne saurait être tenu pour responsable si des détériorations nécessitant une remise en état n'ont pas été décelées lors de la visite sur site.

Les comptes rendus seront adressés dans les conditions du chapitre 6.8 du CCTP.

Le titulaire s'engage être en possession de tous les agréments nécessaires à l'exercice de son activité en rapport avec les prestations objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à conserver une stricte confidentialité sur les informations et données relatives à l'activité de l'établissement (CHU de Nantes) auxquelles le titulaire pourrait avoir accès lors de l'exercice des prestations. A cet effet, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble de ses collaborateurs, intervenant au CHU de Nantes dans le cadre des interventions, soit soumis personnellement à une obligation de confidentialité de même étendue que celle visant le titulaire.

Le titulaire s'engage à ce que ses collaborateurs respectent les consignes et règles de sécurité, hygiène et tenue vestimentaire propres au lieu d'intervention.

Le titulaire s'engage à mettre à dispositions des techniciens sensibilisés et formés à une intervention en milieu hospitalier.

## **9. SECURITE DES PERSONNES**

Le CHU de Nantes est tenu de respecter les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux prestations effectuées dans un établissement par une entreprise extérieure telles que spécifiées par le décret n° 92-158 du 20 février 1992 modifiant le Code du Travail.

Dans ce cadre, le titulaire de l'accord-cadre dénommé « Entreprise Extérieure (1) » au sens du Code du Travail établira préalablement au commencement des prestations un « plan de prévention (1) » avec le CHU de Nantes dénommé « Entreprise utilisatrice (1) » au sens du Code du Travail et représenté par son « référent d'entreprise extérieure (1) ». Le titulaire « entreprise extérieure » devra se conformer aux exigences de sécurité du CHU de Nantes « entreprise

utilisatrice » bénéficiaire des prestations. Un exemplaire dûment daté et signé devra être remis au représentant du CHU de Nantes en charge du suivi du marché. Cette remise devra s'opérer au plus tard 15 jours calendaires après la notification du marché ou 4 jours ouvrés avant le début d'une intervention prévoyant un plan de prévention spécifique.

## **10. HORAIRES ET DELAIS D'EXECUTION**

Pour les maintenances préventive et corrective, les plages horaires et les jours d'intervention dans la semaine sont ceux sur lesquels s'est engagé le titulaire dans son Bordereau de réponse et de prix (annexe à l'acte d'engagement).

Le calendrier des maintenances préventives remis par le titulaire dans les **quinze jours calendaires suivant la notification** est rendu contractuel pour la première période des prestations (soit jusqu'au 31/12/2026).

Pour les années suivantes, le calendrier d'intervention sera précisé en début d'exercice en concertation étroite entre le titulaire du marché et le représentant du Pouvoir Adjudicateur. Dès sa validation par les deux parties, il devient contractuel.

## **11. GARANTIE**

Les éléments, sous-ensembles ou composants remplacés au titre du présent marché seront garantis contre tout vice de fabrication, d'adaptation ou de montage pendant une durée minimale d'un an à dater de leur montage.

## **12. SUSPENSION**

Dans le cas où les installations ou les matériels soumis à maintenance feraient l'objet de travaux de modernisation, de rénovation, de remplacement, de cession de la gestion de leur exploitation pendant la durée du marché, le Pouvoir Adjudicateur pourra demander au titulaire de suspendre l'exécution des prestations de maintenance devenues alors sans objet ou redondantes pendant la période de garantie des nouvelles acquisitions.

Les opérations de maintenance préventive non exécutées ou annulées par le CHU de Nantes avant leur exécution, ne seront pas facturées.

Dans le cas où une installation serait soumise à une interruption d'exploitation supérieure à 15 jours calendaires quelle que soit la nature et la raison de l'arrêt, la facturation des prestations de maintenance préventive et de garantie d'intervention non exécutée sera suspendue dès le premier jour de cet arrêt.

## **13. SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire du marché peut dans les conditions **des articles L.2193-1 à L2193-9 du code de la commande publique** sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à conditions d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Dans ce cas, le titulaire devra préalablement remplir une DECLARATION DE SOUS-STRAITANCE, formulaire DC4 de la Direction des Affaires Juridique du Ministère de l'Economie et des Finances. Cette déclaration complétée dans toutes ses rubriques applicables et signée par le titulaire et son sous-traitant sera soumise à l'acheteur pour approbation.

Conformément aux dispositions de **l'article R.2193-1 du code de la commande publique**, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie

Tout sous-traitant éventuel devra disposer des mêmes agréments et accréditations que ceux demandés au titulaire pour réaliser ses prestations.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord cadre pour faute avec exécution aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord cadre (articles 32 et 36 du C.C.A.G.-FCS).

#### **14. PHASE DE TRANSITION DU MARCHE EN CAS DE CHANGEMENT DE TITULAIRE**

Au terme du marché, à la suite de la non-reconduction annuelle ou en cas de résiliation du marché et en cas de changement de prestataire, le Pouvoir Adjudicateur, en application de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, pourra décider de la prolongation unilatérale du marché initial afin de permettre la mise en place progressive des prestations par le nouveau prestataire durant la phase transitoire. Cette prolongation ne pourra excéder, à compter du terme du marché initial, la durée de trois mois.

Pendant cette phase transitoire, le titulaire en place s'engage à poursuivre l'approvisionnement et/ou la prestation et à maintenir les derniers prix révisés du contrat initial. Aussi, les prestations seront facturées à l'identique et toutes factures contenant des prix non prévus au contrat initial seront rejetées. Les pénalités à l'article 21 pourront s'appliquer en cas de manquement avéré par le titulaire sortant.

#### **15. PROCEDURE DE CONTRÔLE ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS**

Les vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, le silence gardé par l'établissement bénéficiaire ne vaut en aucun cas admission tacite des prestations ou acceptation des observations faites par le titulaire.

Si les fournitures ou les prestations ne correspondent pas aux spécifications du présent marché, le pouvoir adjudicateur pourra les refuser et mettre le titulaire en demeure de les remplacer dans le délai imparti.



Dans le cas où la quantité ou la qualité ne serait pas conforme à la commande, le pouvoir adjudicateur pourra mettre le titulaire en demeure de reprendre les excédents ou de compléter la livraison dans les délais impartis.

A compter de la date de livraison des fournitures, le responsable technique de chaque établissement disposera d'un délai de 15 jours calendaires pour procéder à l'admission des fournitures, conformément aux clauses du CCAG-FCS.

Les vérifications des prestations sont faites sur la base des constatations de service faites in situ et du compte rendu d'intervention remis par le titulaire en main propre pour la maintenance corrective ou de la remise du rapport électronique pour la maintenance préventive. Le CHU de NANTES disposent d'un délai **de 15 jours calendaires** à compter de la date de réception du compte-rendu pour prendre une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

## **16. ASSURANCE**

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et aux personnes pendant l'exécution des prestations ou du fait de leur exécution.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **17. MODALITES DE DETERMINATION ET REVISION DES PRIX**

### **17.1. Prix de référence et prix de règlement**

Pour toutes les prestations, les prix de référence seront les prix unitaires nets hors taxes fixés dans l'acte d'engagement du titulaire et ses annexes (*Annexes AE Bordereaux de prix*).

Les prix de règlement seront les prix nets Toutes Taxes Comprises, au taux de TVA en vigueur à la date de notification de l'admission des prestations. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations.

### **17.2. Révision des prix**

Les prix nets Hors Taxes seront fermes jusqu'au 31/12/2026. Ils seront ensuite révisables annuellement, au 31/12 selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left[ 0,15 + 0,70 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} + 0,15 \times \frac{FSD2}{FSD2_0} \right]$$

Avec :

$P$	montant révisé du prix unitaire du contrat
$P_0$	montant initial du prix unitaire du contrat
$ICHT-IME$	indice horaire du coût du travail – Industries Mécaniques et Electriques
$ICHT-IME0$	Dernier indice connu au mois M0 / indice horaire du coût du travail – Industries Mécaniques et Electriques
$FSD2$	indice des frais et services divers, le dernier connu lors de la révision
$FSD20$	Dernier indice connu au mois M0 / indice des frais et services divers, le dernier connu lors de la révision
$ICHT-IME, FSD2$	Correspondent aux dernières valeurs publiées par le « Moniteur – l'expert » et « l'insee » à la date de révision du prix du contrat

Le mois M0 est fixé à la date de remise des offres.

Le titulaire notifiera au C.H.U de Nantes, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa proposition de révision au plus tard trois (3) mois avant l'échéance annuelle du marché.

**Les taux de remise appliqués sur le tarif public sont fermes pour la durée du marché.**

Le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune facturation de frais de stockage en cas de report de date d'exécution de la prestation imposée par un retard de chantier du CHU de Nantes.

Les fournitures s'entendent livrées franco de port, de conditionnement, d'emballage ainsi que tous les frais afférents au transport, à la manutention, dans les locaux du CHU de Nantes.

La main d'œuvre concernant les opérations de maintenance corrective (défaillances, pannes) est rémunérée en fonction :

- \* du temps d'intervention exprimé en heures,
- \* des taux horaires nets de référence, intégrant les **frais de déplacement, d'hébergement** éventuels, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au transport, à la manutention, mentionnés sur l'annexe financière à l'acte d'engagement « BORDEREAUX DE REPONSE ET DE PRIX »

Les pièces détachées ou sous-ensembles fournis en dehors de ceux inclus dans les forfaits de maintenance préventive systématique par équipement sont facturés aux prix unitaires du tarif du titulaire.

Les prix des interventions de maintenance préventive intègrent également les frais de déplacement et d'hébergement.

Les éléments ne figurant pas dans le tarif du titulaire sont facturés :

- \* soit aux prix des tarifs des principaux constructeurs de matériels, minorés des remises proposées à l'annexe à l'acte d'engagement « BORDEREAUX DE REPONSE ET DE PRIX »,

\* soit aux prix d'approvisionnement du titulaire majorés du coefficient d'approvisionnement proposé à l'annexe à l'acte d'engagement « BORDEREAUX DE REPONSE ET DE PRIX ».

**Les taux de remise et le coefficient d'approvisionnement sont garantis pour toute la durée du marché, périodes de reconduction éventuelle comprises.**

## **18. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **19. AVANCE**

Dans le respect des dispositions des articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance au taux de 5 % est accordée au titulaire (Option B du CCAG), sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

## **20. CAUTIONNEMENT**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

## **21. FACTURATION**

### **21.1. Contenu des factures**

Toutes les factures présentées concerneront des prestations réalisées et/ou des fournitures livrées. Elles couvriront au moins une période d'un mois. Elles récapituleront les prestations

réalisées et/ou fournitures livrées dans le mois ou sur la période considérée si elle recouvre plusieurs mois. Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La désignation du titulaire (*nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET*) le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : *numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries*
- le numéro et la date du bon de commande
- la référence au marché et au numéro de lot concerné (même dénomination)
- la période faisant l'objet de la facturation
- la désignation des fournitures livrées ou prestations exécutées exactement définies.
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- le numéro de commande le cas échéant
- les prix unitaires et/ou forfaitaires nets hors taxes des prestations
- les quantités
- le taux et le montant de la majoration, s'il y a lieu (contrôles hors jours et heures ouvrables)
- le taux et le montant de la remise s'il y a lieu
- La formule de révision des prix avec les index correspondant lors des révisions annuelles.
- le montant total HT
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC
- la date de facturation
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

## **21.2. Transmission des factures au format électronique**

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à l'ensemble des fournisseurs.

**La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>);**

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les paramétrages sont spécifiques à chaque établissement : *VOIR ANNEXE 1 – livraison-Facturation.xls*

Les conséquences d'une orientation erronée des factures sont imputables au seul cocontractant.

### **21.3. Mode de règlement, délai de paiement**

Les acomptes sont versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

Le délai global de paiement est fixé à 50 jours maximum. Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le comptable chargé du paiement est le trésorier principal du CHU de Nantes précisé l'annexe 1 du CCAP « livraison-Facturation ».

## **22. PENALITES**

### **22.1. Maintenance préventive systématique**

Lorsque la date d'exécution d'une intervention de maintenance préventive systématique d'une installation, sera dépassée de plus de quinze jours ouvrés, par rapport au calendrier préalablement établi contractuellement, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$Pr = P \times N \times K$$

dans laquelle

Pr = le montant de la pénalité

P = le prix du marché correspondant à la prestation de maintenance en retard

N = le nombre de jours ouvrés décomptés à l'expiration du délai contractuel

K = coefficient de pénalité par jour de retard fixé à 0,25.

### **22.2. Maintenance corrective**

Lorsque le délai contractuel d'intervention fixé au paragraphe «cf. 6.4 horaires des interventions de dépannage» du CCTP sera dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par heure de retard, et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$Pr = N \times H$$

dans laquelle

Pr = le montant de la pénalité,

N = le nombre d'heures décomptées à l'expiration du délai contractuel,

H = le tarif horaire de la main d'œuvre en heures ouvrées mentionné à l'annexe n°1

« BORDEREAU DE REPONSE ET DE PRIX » du marché, actualisé

### 22.3. Fournitures

Lorsque le délai de livraison d'une commande de pièce détachée et/ou consommables dépassera les 72h à partir de la réception de la commande écrite ou verbale, des pénalités de retard pourront être appliquées. Le titulaire encourra et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$Pr = N \times K$$

dans laquelle

Pr = le montant de la pénalité,

N = le nombre de jours décomptés à l'expiration du délai contractuel,

K = le tarif horaire de la main d'œuvre en heures ouvrées mentionné à l'annexe n°1  
« BORDEREAU DE REPONSE ET DE PRIX » du marché, actualisé

### 22.4. Rapports électroniques, comptes rendus et cahier d'entretien

Lorsque le délai contractuel d'envoi des rapports électroniques fixé au paragraphe « Comptes Rendus électroniques » du CCTP sera dépassé ou lorsqu'un compte rendu (à fournir après chaque intervention) et/ou le cahier d'entretien n'a pas été transmis ou renseigné le jour même, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$Pr = N \times K$$

dans laquelle

Pr = le montant de la pénalité,

N = le nombre de jours décomptés à l'expiration du délai contractuel,

K = le tarif horaire de la main d'œuvre en heures ouvrées mentionné à l'annexe n°1  
« BORDEREAU DE REPONSE ET DE PRIX » du marché, actualisé.

Le montant de la pénalité ne dépassera jamais les 1000 euros HT

### 22.5. Devis

Lorsque le délai d'envoi des devis suite à une demande du CHU dépassera les 15 jours ouvrés, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$Pr = N \times K$$

dans laquelle

Pr = le montant de la pénalité,

N = le nombre de jours décomptés à l'expiration du délai contractuel,

K = le tarif horaire de la main d'œuvre en heures ouvrées mentionné à l'annexe n°1  
« BORDEREAU DE REPONSE ET DE PRIX » du marché, actualisé.

Le montant de la pénalité ne dépassera jamais les 1000 euros HT

## 22.6. Délai de livraison des installations

Lorsque le délai d'envoi de livraison des installations dépassera les 15 jours ouvrés, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$Pr = N \times K$$

dans laquelle

Pr = le montant de la pénalité,

N = le nombre de jours décomptés à l'expiration du délai contractuel,

K = le tarif horaire de la main d'œuvre en heures ouvrées mentionné à l'annexe n°1

« BORDEREAU DE REPONSE ET DE PRIX » du marché, actualisé.

## 23. RESILIATION ET EXECUTION DU MARCHE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas de non respect des clauses contractuelles, le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes pourra résilier le marché public sans indemnité après avoir invité le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception à présenter ses observations dans un délai de 15 jours dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 CCAG-FCS.

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, l'établissement bénéficiaire se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Le CHU de Nantes peut également prononcer la résiliation du marché pour motif d'intérêt général conformément à l'article 42 du CCAG-FCS.

## 24. CLAUSE DE REEXAMEN

1) En application des **articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique**, le marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial. Un avenant sera alors signé entre le titulaire initial, le nouveau titulaire et le CHU de Nantes. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de **l'article R.2194-1 du code de la commande publique**, le marché pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du titulaire du marché, un avenant sera alors signé entre le titulaire et le CHU de Nantes.

## **25. LITIGES ET LANGUES**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Nantes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **26. DEROGATIONS AU C.C.A.G. F.C.S.**

L'article 7 déroge à l'article 4.2.1 du C.C.A.G. F.C.S.

L'article 15 déroge à l'article 30.1 du C.C.A.G. F.C.S.

\*\*\*\*\*